

---

## Déclaration

Le 04 Avril 2018, le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement (GF2D), a reçu du Groupe de la Banque Islamique pour le Développement (BID), un prix pour sa contribution au Développement et à la stabilité du TOGO.

Ce prix est initié par la BID pour reconnaître, encourager et récompenser annuellement les efforts des personnalités féminines et des organisations de femmes au développement. Le thème retenu pour la 13<sup>ème</sup> édition est la « CONTRIBUTION DES FEMMES À LA PROMOTION DE LA PAIX ET DE LA STABILITÉ »

Le GF2D a été retenu en tant qu'organisation compte tenu de ses actions menées sur le terrain depuis plus qu'un quart de siècles. En effet selon la BID, l'existence des réseaux de parajuristes œuvrant pour les droits humains, l'utilisation de ces réseaux en tant qu'acteurs de prévention des conflits et de promotion de la coexistence pacifique dans les 5 régions du pays constitue un atout considérable pour l'obtention du prix.

Par ailleurs, les actions de sensibilisation et de formation menées par le GF2D à travers ses programmes d'éducation civique, d'éducation juridique et de lutte contre les violences ainsi que le plaidoyer pour la participation des femmes à la vie politique et publique sont de nature à favoriser le développement et l'enracinement de la démocratie.

Le GF2D voudrait saisir cette occasion pour exprimer sa profonde gratitude à ses partenaires (les agences du système des Nations Unies (UNFPA, PNUD, ONUFEMMES, OIM, UNICEF), l'Union Européenne, la Banque Mondiale, Ambassade des USA, Ambassade d'Allemagne, la Commission de la CEDEAO, la Fondation Hanns Seidel, Carrefour International, Développement et Paix, PPLM, GIZ, IAMANEH) dont l'appui financier technique et financier lui ont permis d'être pour la seconde fois lauréat d'un prix à l'international.

Le GF2D remercie également les ministères en charge de la promotion de la femme, de la sécurité et de la protection civile, de la santé, de l'économie, de l'administration territoriale pour leur accompagnement dans la mise en œuvre des programmes et projets.

Le GF2D voudrait adresser, pour terminer, ses sincères remerciements à toutes les organisations sœurs de la société civile avec qui il travaille en synergie pour l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment les couches les plus défavorisées.

Nous envisageons utiliser ce prix pour renforcer les actions sur le terrain, notamment en utilisant les mécanismes endogènes de prévention et de résolution des conflits et en y renforçant la participation des femmes et des jeunes.

Toutefois, malgré ce tableau reluisant qui semble présenter une contribution positive des actions du GF2D dans un pays qui déclare s'engager de plus en plus pour la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, les derniers événements socio politiques de notre pays, nous amène à nous questionner et réfléchir sur l'impact recherché par le GF2D à travers ses actions

Nos actions, dont la pertinence pour créer un environnement propice au développement de notre pays a été reconnu à travers ce prix, ne pourront pas atteindre les résultats escomptés dans notre patrie caractérisée aujourd'hui par de graves violations des droits humains, notamment l'atteinte à la liberté de manifestation, le non-respect de l'Accord Politique Global de 2006 (en particulier le point relatif aux réformes constitutionnelles et institutionnelles), le blocage politique et le refus de l'alternance (gage de la démocratie).

Cette crise ne fait qu'affecter la stabilité du pays et son développement socioéconomique. Elle expose les femmes et les jeunes à un risque de vulnérabilité accrue et à la pauvreté et n'est pas de nature à maintenir un climat propice à la participation des femmes à la vie politique et publique.

Le GF2D déplore cette situation socio-politique et demande aux principaux acteurs de la vie nationale de privilégier l'intérêt du peuple et de trouver des solutions définitives aux crises politiques afin d'aborder le développement durable du pays.

Nous demandons notamment :

➤ **Au Chef de l'Etat et au Gouvernement**

- De trouver les voies et moyens pour procéder aux réformes constitutionnelles et institutionnelles avant les prochaines échéances électorales pour que celles-ci se déroulent dans des conditions acceptables par tous et ne débouchent plus sur des revendications entachées de violences et de pertes de vies humaines.

- De rétablir la liberté de manifestation conformément au principe constitutionnel de la République TOGOLAISE
  - **Aux forces de l'ordre**
- De tenir compte de leur engagement républicain en encadrant les manifestations dans le respect des droits humains afin d'éviter les pertes de vies humaines ;
  - **Aux responsables des partis politiques du pouvoir et de l'opposition**
- De continuer à privilégier le dialogue, et à respecter les engagements pris au cours dudit dialogue ;
  - **A l'endroit des Organisations de la Société Civile (OSC)**
- De faire preuve de neutralité et d'impartialité et d'appeler toutes les parties à l'apaisement, au dialogue et à la réflexion.
  - **Aux leaders religieux**
- De continuer d'intercéder pour la paix dans le pays
  - **A la population**
- Nous voudrions pour terminer, appeler, tous les togolais et toutes les togolaises au respect des droits et libertés des autres citoyens et à la sauvegarde de la sécurité et de l'ordre public.

*Fait à Lomé, le 30 mai 2018*